

# Bull : moins 5 000

PAR ANTOINE DEMURE

*Un plan de mutation de plus pour Bull, le 7ème. En novembre dernier, après l'annonce de 2,8 milliards de francs de pertes prévues en 1990, il préconise la suppression de 5 000 emplois entre le 1.11.1990 et le 31.12.1991. Critique des syndicats : il démantèle les potentialités de la firme et risque d'échouer comme les précédents.*

Bull emploie 47 000 salariés dans le monde. Sur deux ans (1990 - 1991) son patron Francis Lorentz aura supprimé 7 500 emplois, soit 15% des effectifs. En effet, au lieu de compenser les pertes financières, l'Etat actionnaire a exigé un plan précis permettant le retour à l'équilibre en 1992. Ceci entraîne une mutation à marche forcée. (cf encadré). Elle devrait s'accompagner d'un plan social, encore mal défini. Dans cette situation, les syndicats ont réagi pour contester l'orientation stratégique choisie en organisant des débrayages à Belfort et Joué-les-Tours, les deux sites voués à être vendu ou filialisé. En France, où sont employés 18 500 personnes, il ne resterait que 3 usines : Angers, Villeneuve d'Ascq et Belfort. Les trois autres seront en Italie et aux USA (Boston et Chicago). Il y avait treize usines dans le monde en 1989... La récession aux USA où Bull réalise 60% de son chiffre d'affaires, la diminution des marges, la crise de l'informatique européenne, la concurrence japonaise sont avancés pour justifier ces décisions. Les syndicats et notamment la CFDT majoritaires chez Bull les critiquent et dénon-

cent les choix qui ont mené à ce 7ème plan de mutation et de licenciements.

## UNE FUITE EN AVANT

Les choix stratégiques de la Direction Générale sont, selon la CFDT, mauvais. Tout d'abord parce qu'ils ont privilégié la croissance externe pour rendre Bull fiable et profitable. Certes, Bull ne peut tout faire, tout seul. Le rachat d'Honeywell en 1988 était nécessaire. Celui de Zénith Data System en 1989 pour une implantation en micro-informatique aux USA a échoué. Les produits Bull Micral sont bien mieux classés (enquête DATA-PRO) que ceux de Zénith. L'apport de ce dernier sur les portables, évident quand le marché américain était protégé, subit aujourd'hui la concurrence de Toshiba qui a pris une avance technologique avec les écrans couleur. D'ores et déjà, le rachat de Zénith a généré un danger : les forces de recherche et développement (R et D) micros propres à Bull S.A. n'existent presque plus.

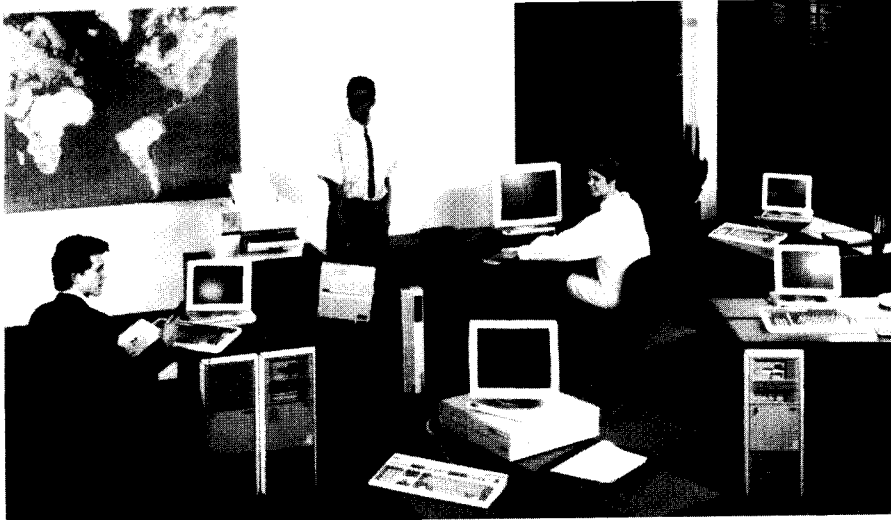
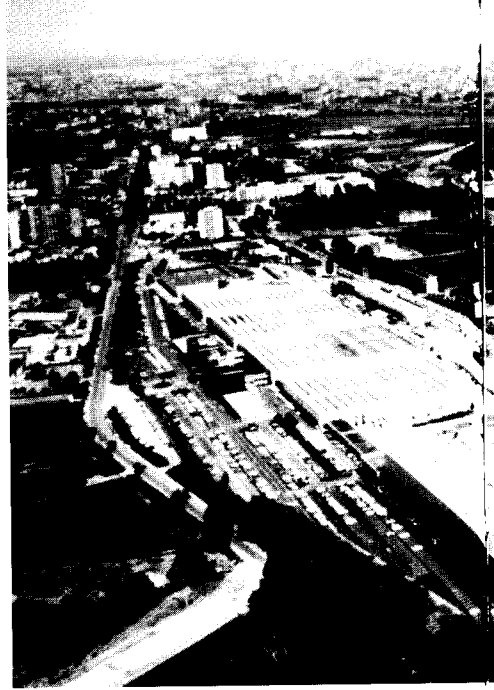
Autre aspects de la politique de Bull critiqué par la CFDT : celui de se séparer

de tout ce qui n'est pas le métier principal. Ainsi Bull n'a plus d'étude et de production de composants, ni de périphériques (hormis l'imprimante Mathilde à Belfort et celle de Bull HN en Italie commercialisée par Compuprint). L'abandon, il y a quelques années des lecteurs de cartes a entraîné un développement de la sous-traitance dans ce domaine. La croissance en 5 ans du poids des "achats consommés" par rapport aux frais de personnel en témoigne. En pourcentage de la production, les premiers sont passés de 35,4 à 40,2%, les seconds de 35,2 à 32,5% (entre 1985 et 1989). Tout cela a pour conséquence une réduction des marges, du savoir-faire et de la maîtrise notamment dans le domaine des services (logiciels, maintenance, formation), essentiels pour l'avenir.

## CONTROLLER OU SUBIR LE MARCHÉ ?

Les syndicats reprochent à la direction de Bull d'évoluer vers les systèmes standards à faible marge (achat de micro-processeurs, de licences de logiciel...). La vague des standards (UNIX, MS-DOS, OS2) a en effet freiné les investissements nécessaires sur les systèmes propriétaires, sans pour autant accélérer leur intégration (ni leur pilotage par les systèmes propriétaires notamment GCOS). Ces hésitations et retards de décisions, inquiètent les clients.

De plus la mondialisation de Bull l'a transformé en "hydre" complexe, en groupe transnational sans stratégie industrielle à moyen et long terme, notamment en France et en Europe. Les réorganisations à haute fréquence démotivent le personnel et ne débouchent nullement sur le groupe européen nécessaire pour aborder une concurrence très vive. Le projet, suggéré par le ministre de l'industrie R. Fauroux, d'alliance avec Olivetti ou Siemens n'aboutit pas.





Usine Bull d'Angers

L'ambition des pouvoirs publics, principal actionnaire de Bull, est timorée. Elle a surtout consisté, au nom d'une idéologie ultra-libérale bien naïve, à avaliser les réductions d'effectifs et les pertes de marché français et européens en désengageant l'Etat. Les pays "champions du libéralisme" ont agi tout au contraire en pratiquant un protectionnisme rigoureux : les parts de marchés publics revenant aux constructeurs nationaux s'élèvent à 95% aux USA, 90% au Japon, 42% en Italie, 41% en Allemagne et ... 29% en France !

Les financements publics dans la dépense R & D offrent une image similaire : 16% aux USA, 27,5% au Japon, 25% en Italie et ... 7,5% en France !

## UNE FILIERE EUROPÉENNE

Si, la CFDT ne préconise pas une préférence nationale à tout prix, elle demande "d'impulser une coopération en amont, dès la définition de la stratégie d'informatisation et du cahier des charges, entre les grandes administrations et société publiques pour le constructeur national".

Elle se prononce également pour une véritable filière informatique européenne notamment dans le domaine des composants (micro-processeurs) et des périphériques avec des investissements massifs. Car le retard se traduit par un déficit croissant de la balance commerciale européenne dans l'industrie informatique : le solde négatif prévu en 1993 sera de 17,5 milliards de dollars, dont 9 avec les USA et 6 avec le Japon. Il ne s'agit donc pas de confondre sous-traitance (perte de valeur ajoutée et de marge) et partenariat (partage), mais de rééquilibrer la stratégie de croissance externe au profit des investissements internes, en particulier en R et D, capacités de production dans le domaine des ser-

vices et en maintien des systèmes propriétaires (et de leur comptabilité avec les standards).

Dans l'immédiat, les organisations syndicales de Bull se battent pour la défense de l'emploi en exigeant un véritable "plan social". Elles rappellent qu'à Angers, 1 000 postes supprimés entre 1986 et 1988 ont entraîné des surcoûts car l'usine ne pouvait plus faire face à la demande (250 millions de francs de perte au premier semestre 1989). Un maximum de reclassements internes sont donc à négocier, ainsi qu'un rapatriement de la sous-traitance sur site ou industrielle (équipement des cartes). Mettre fin aux abandons conduisant à une mono-production et reconnaître l'unité économique et syndicale des sociétés françaises du groupe Bull sont les objectifs essentiels de représentants syndicaux.

Reste à savoir selon la direction si l'usine de Joué-les-Tours (DP6) trouvera un racheteur pour ses 375 salariés et celle de Belfort (périphériques) un partenai-

re. En l'absence de perspective européenne à court terme, le plan social (environ 400 millions de francs) ajouté aux coûts des restructurations pèsera lourd sur le bilan de Bull. Bull HN sera de toute façon le plus touché avec 2 000 licenciements. Cela pousse les organisations syndicales à réclamer la reconnaissance d'une négociation européenne notamment sur la gestion des emplois.

De fait, la solution sera politique. Un engagement moins velléitaire de l'Etat français, mieux ciblé sur la recherche et l'innovation (cf Terminal n°51 page 3) s'impose. Il pourrait se sentir encouragé par la résolution du Parlement Européen du 22/11/1990 demandant le gel des licenciements chez Bull, Philipps et Olivetti. Contre le profit à court terme, le social, les équilibres locaux, régionaux et l'utilité sociale doivent retrouver leurs places.

Les illustrations ont été gracieusement fournies par la photothèque de Bull.

## LE PLAN DE MUTATION

**Pour faire face à près de 3 milliards de pertes hors provisions en 1990 malgré une croissance des commandes sur le marché français (+16%) la direction de Bull a décidé :**

### Des investissements prioritaires d'ici à 1995

- **Projet de nouvelle architecture technique intégrant systèmes prioritaires et systèmes standards (UNIX) :** il disposerait d'un budget de 11 milliards de francs sur 4 ans avec coopérations sur certains sous-ensembles et un financement partiel dans le cadre d'un programme national pluri-annuel.
- **Intensification du programme formation et d'information.**
- **Outils de productivité pour la vente, la maintenance et le développement logiciel**
- **Développement dans les pays de l'Est**

### Une intégration renforcée du groupe

- **Suppression en 1991 des usines de Massy (industriel), Joué-les-Tours, Newhouse (Ecosse) et Chandler (USA)**
- **Etablissement d'un budget mondial R et D décentralisé dans chaque société et d'un pilotage mensuel du par la nouvelle Direction Financière-Groupe. Les dépenses R et D et développement UNIX dépasseront les dépenses R et D sur les systèmes propriétaires en 1992.**

### Intégration des activités européennes

- **R et D en Europe sous une responsabilité unique**
- **Intégration des machines de Bull HN Italie et Royaume-Uni dans une nouvelle structure de Bull S.A.**
- **Bull S.A. garde la responsabilité directe des marchés français**

### Désinvestissements

- **Activités industrielles de Bull CP8 transférées à CP8 Oberthur**
- **Prologue : projet de reprise par ses salariés.**
- **Bull-périphériques (Belfort + réseau commercial non-impact) : constitué en 1991 en entité indépendante et capital ouvert à un partenaire américain ou japonais.**

### Suppression d'effectifs

**En deux ans, Bull aura supprimé 7 500 emplois (2 500 déjà réalisés en 1990) dont 5 000 en 1991 : 1 100 en France, 1 100 à 1 400 en Europe et de 2 300 à 2 500 aux USA.**